

## 6<sup>e</sup> session UIHJ-EuroMed à Lisbonne

C'est dans la capitale portugaise que s'est déroulée du 4 au 6 juin 2009 la sixième session d'UIHJ-EuroMed, en présence des délégations d'Algérie, d'Espagne, de France, de Grèce, du Maroc et du Portugal.



De gauche à droite : Nouredine Belkaci (Algérie), Dionysios Kriaris (Grèce), Françoise Andrieux (France), Rose-Marie Bruno (France), Mariana França Gouveia (Portugal) —  
From left to right : Nouredine Belkaci (Algeria), Dionysios Kriaris (Greece), Françoise Andrieux (France), Rose-Marie Bruno (France), Mariana França Gouveia (Portugal)

L'ouverture des travaux a été placée sous la haute autorité de son excellence le secrétaire de la Justice J. Tiago da Silveira qui développa longuement les avancées d'e-justice dans la profession des Solicitadores portugais et par là-même la modernisation de celle-ci ainsi que de toute la procédure au Portugal. Il expliqua qu'aujourd'hui 70% des cas sont transmis aux tribunaux par voie électronique et que, depuis janvier 2009, trois millions d'actes ont emprunté la même voie. Il se félicita donc du choix de ce sujet dans le programme des travaux. Jacques Isnard, président de l'UIHJ, s'exprima à son tour et souligna la diversité et la richesse des sujets choisis pour être développés lors des différents ateliers en soulignant que ceci constituait l'éclatante consécration de la pluridisciplinarité des huissiers de justice défendue depuis l'année 2000 par l'UIHJ. Antonio da Cunha, président des Solicitadores portugais, prit la parole pour souhaiter la bienvenue à tous et ouvrir officiellement les travaux de cette session.

Après cette séance d'ouverture, les travaux de la session commencèrent. Ils étaient divisés en cinq tables rondes.

La 1<sup>re</sup> table ronde, « Entreprises : besoins et solutions », était placée sous la présidence du professeur José de Magalhaes et d'Antonio Gameiro, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France, de Grèce et du Portugal. Cette table ronde était destinée à permettre aux huissiers de justice des différents pays d'analyser les besoins des entreprises et savoir quelles solutions ils peuvent apporter en dehors du recouvrement. L'occasion a donc été donnée de confronter les différents services offerts par la profession en fonction des pays et de déterminer si de nouveaux services pourraient voir le jour sous le besoin des professionnels. C'est ainsi que l'on a vu proposer la possibilité pour l'huissier de justice de devenir le « crédit-

manager » des petites et moyennes entreprises. L'idée du réseau euro-méditerranéen des huissiers de justice a été relancée et à cette occasion Françoise Andrieux et Dionysios Kriaris ont présenté le site internet d'UIHJ-EuroMed (HYPERLINK « <http://www.uihj-euromed.com> » [www.uihj-euromed.com](http://www.uihj-euromed.com)) qu'ils ont construit et destiné tout à la fois aux pays membres d'EuroMed et à leurs partenaires.

La 2<sup>e</sup> table ronde, « Les modes alternatifs de règlement des conflits », était placée sous la présidence du Professeur Mariana Gouveia, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les participants ont fait un état des lieux des modes alternatifs de règlement des conflits et de la part prise ou à prendre par la profession dans ce domaine.

La 3<sup>e</sup> table ronde, « Le surendettement », était animée par les délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Chacun a développé l'existence du surendettement et d'une éventuelle procédure appropriée à cette situation dans son pays respectif et les effets sur la procédure d'exécution dans chaque pays.

La 4<sup>e</sup> table ronde, « Les garanties », comprenait la participation des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les intervenants ont comparé l'existence et la mise en œuvre des différentes garanties (en dehors de mesures conservatoires) en vigueur dans leurs pays : séquestre, hypothèques, nantissement, gage, clause de réserve de propriété. L'accent a particulièrement été mis sur le constat, première garantie en tant que préservation de la preuve. Enfin, la 5<sup>e</sup> table ronde, « e-justice », était placée sous la présidence de son excellence le secrétaire de justice Jorge Almeida, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed de Grèce, de France et du Portugal. Chaque pays a exposé les services apportés par e-justice, leurs avantages et leurs inconvénients. Il a été question des produits pouvant être fournis par les développements électroniques comme le « depomail » ou « authentidoc » proposé par les huissiers de justice français. Les dangers d'e-justice, loin d'être écartés, ont au contraire été soulignés par la Grèce. Nos confrères algériens ont fait part lors du débat avec la salle de leurs grandes avancées dans ce domaine.

### Recommandations

A la suite de l'ensemble des travaux et compte tenu des débats et exposés entendus, des recommandations ont été émises :

#### Recommandation n° 1 :

- Considérant la volonté de privilégier les modes de substitution du procès au profit de solutions emportant l'accord des parties parce qu'acceptées avec leur accord
- Considérant l'expérience des huissiers de justice en ce qui concerne la recherche des solutions permettant d'équilibrer les relations entre débiteur et créancier,
- Considérant la volonté d'accroître le niveau de formation des huissiers de justice

*UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice s'emploient à étendre leurs activités notamment dans le domaine des modes alternatifs de règlement des conflits, avec une formation appropriée et dans le strict respect de leur statut.*

**Recommandation n°2**

- Considérant l'impartialité, la neutralité, la confiance accordée, la déontologie apportées par la profession d'huissier de justice  
 UIHJ-EuroMed recommande que l'huissier de justice soit le professionnel de la preuve matérielle notamment au travers du constat.

**Recommandation n°3**

- Considérant que les décisions de justice nécessitent pour leur efficacité une unicité d'intervention

*UIHJ-EuroMed recommande de faire de la profession d'huissier de justice la grande profession de l'exécution, permettant à l'huissier de justice d'être le professionnel de la résolution des problèmes liés au non paiement tant des particuliers que des professionnels et au travers de l'ensemble des voies d'exécution forcée jusqu'à leur aboutissement : la réalisation des actifs du débiteur.*

**Recommandation n°4**

- Considérant l'inévitable évolution technologique  
 - Considérant la volonté des pouvoirs publics d'améliorer l'administration de la justice grâce aux nouvelles technologies  
 - Considérant la volonté des huissiers de justice d'être des auxiliaires de justice efficaces

*UIHJ-EuroMed recommande la participation, la promotion et la recherche de l'utilisation des nouvelles technologies au service du justiciable permettant le respect de ses droits fondamentaux.*

**Recommandation n°5**

- Considérant que la sécurité des échanges économiques passe par la bonne connaissance mutuelle des cocontractants

*UIHJ-EuroMed recommande d'engager des actions pour faire de l'huissier de justice le professionnel de l'intelligence économique en lui donnant les moyens d'accéder et de conserver les renseignements sur la solvabilité des partenaires économiques.*

**Recommandation n°6**

- Considérant que la bonne exécution des décisions de justice est la garantie pour le justiciable qu'offre l'Etat de droit  
 - Considérant la volonté de nombreux états d'instaurer une transparence patrimoniale  
 - Considérant que l'exécution des décisions de justice est subordonnée à la connaissance des éléments de solvabilité du débiteur  
 - Considérant que les renseignements ainsi recueillis permettront à l'huissier de justice d'engager les voies d'exécution sur la base d'une médiation acceptée tant par le créancier que par le débiteur

*UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice deviennent les dépositaires des déclarations patrimoniales des débiteurs pour le cas où celles-ci seraient obligatoires.*

## 6<sup>th</sup> UIHJ-EuroMed Session in Lisbon

**It is in the Portuguese capital that was held from 4 to 6 June 2009 the sixth session of UIHJ-EuroMed, in the presence of delegations from Algeria, France, Greece, Portugal, Morocco and Spain**

The opening of the session was placed under the high authority of his Excellency Secretary of Justice J. Tiago da Silveira who lengthily developed the projections of E-justice in the occupation of Portuguese Solicitadores and hence its modernization as well as that of all procedures in Portugal. He explained why 70% of cases are today transmitted to courts electronically, and that, since January 2009, three million documents were sent that way. He was thus pleased with the choice of this subject in the program of the meeting. Jacques Isnard, president of the UIHJ, spoke in his turn and underlined the diversity and the richness of the subjects chosen to be developed in the various workshops by stressing that this constituted a clear recognition of the multi-field activities of the judicial officers promoted since 2000 by the UIHJ. Antonio da Cunha, president of the Portuguese Solicitadores, spoke to welcome all and to officially open the works of this session.

After the opening ceremony, the works of the session started. They were divided into five roundtables.

The 1<sup>st</sup> roundtable, "Businesses: needs and solutions", was placed under the chair of Professor Jose de Magalhaes and Antonio Gameiro, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations from Algeria, France, Greece and Portugal. This roundtable was intended to allow the judicial officers of various countries to analyze the needs of businesses and to know which solutions they can offer apart from debt collecting. The occasion was thus given to confront the various services offered by the profession according to the countries and to determine which new services could be proposed by these professionals. Thus was proposed the possibility for the judicial officer of becoming the "credit-manager" of small and medium-size businesses. The idea of the Euro-Mediterranean network of judicial officers was raised again. On this occasion Françoise Andrieux and Dionysios Kriaris presented the UIHJ-EuroMed website ([www.uhj-euromed.com](http://www.uhj-euromed.com)) which they developed for the intention both of EuroMed Member States and their partners.

The 2<sup>nd</sup> roundtable, "Alternative modes of conflicts resolution", was placed under the chair of Professor Mariana Gouveia, with the participation of representatives of UIHJ-EuroMed delegations from Algeria, France and Portugal. The participants gave a report on the importance of alternative modes of conflicts resolution and the current or future participation of the profession in this field. The 3<sup>rd</sup> roundtable, "Excessive debts", was animated by UIHJ-EuroMed delegations from Algeria, France and Portugal. Each one developed the existence of excessive debts and of the possible appropriate procedure to this situation in his respective country and the effects on enforcement procedures in each country. The 4<sup>th</sup> roundtable, "Guarantees", included the participation of UIHJ-EuroMed delegations from Algeria, France and Portugal. The speakers compared the

existence and the implementation of various guarantees (apart from conservative measures) into force in their countries: sequestration, mortgages, security, pledge, and clause of reserve of property. The issue of statements of facts was focused on, as the first guarantee of the keeping of evidence.

Lastly, the 5<sup>th</sup> roundtable, "e-justice", was placed under the chair of his Excellency Secretary of Justice Jorge Almeida, with the participation of representatives of UIHJ-EuroMed delegations from Greece, France and Portugal. Each country exposed the services brought by e-justice, their advantages and their disadvantages. Services that could be provided electronically, like "Depomail®" or "Authentidoc®" (proposed by French judicial officers) were discussed. Far from being ignored, the dangers of e-justice were on the contrary underlined by Greece. Our Algerian fellow-members exposed at the time of the debate with the participants their large projections in this field.

### Recommendations

At the end of the session, and taking into account the debates and presentations, recommendations were made.

#### Recommendation n° 1

- Considering the will to privilege alternative modes of conflicts resolution to the profit of solutions privileging the agreement of parties because accepted with their consent
- Considering the experience of judicial officers with regard to the search for solutions allowing to strike a balance between relations of debtor and creditor,
- Considering the will to increase the education level of judicial officers

*UIHJ-EuroMed recommends that judicial officers aim at extending their activities in particular in the field of alternative modes of conflicts resolution, with an appropriate training and in the strict respect of their statute.*

#### Recommendation n°2

- Considering the impartiality, neutrality, granted trust, and ethics brought by the occupation of judicial officer

*UIHJ-EuroMed recommends that the judicial officer is the professional of the finding of evidence, in particular through statements of facts.*

#### Recommendation n°3

- Considering that legal decisions require for their effectiveness a uniqueness of intervention

*UIHJ-EuroMed recommends to turn the occupation of judicial officer into a great enforcement profession, allowing the judicial officer to be the professional of the resolution of problems involving non-payment of debts both from natural and legal persons, and through the whole of enforcement proceedings until their final phase, that of the selling of the debtor's assets.*

#### Recommendation n°4

- Considering the inevitable technological change
- Considering the will of public authorities to improve the administration of justice due to new technologies
- Considering the will of the judicial officers to be efficient auxiliaries of justice

*UIHJ-EuroMed recommends the participation, the promotion and the research of the use of new technologies to the service of citizens with respect to their basic rights.*

#### Recommendation n° 5

- Considering that the safety of economic exchanges requires a good mutual knowledge of contracting parties

*UIHJ-EuroMed recommends taking action to turn the judicial officer into the professional of economic intelligence by giving him the possibility of getting and keeping information on the solvency of economic partners.*

#### Recommendation n°6

- Considering that the good enforcement of legal decisions is a guarantee offered by the Rule of law to citizens
- Considering the will of many states for a patrimonial transparency
- Considering that enforcement of legal decisions is subordinated to the knowledge of the elements of solvency of the debtor
- Considering that information thus collected will allow the judicial officer to implement enforcement procedures on the basis of a mediation accepted both by the creditor and the debtor

*UIHJ-EuroMed recommends that judicial officers become the agents of the declaration of assets of debtors for the case where those would be compulsory.*